

RAPPORT ANNUEL 2016



BANQUE D'AFFAIRES

BANQUE DE MARCHÉS

BANQUE DE FINANCEMENT

BANQUE DE PLACEMENT



Révélateur de valeurs



RAPPORT ANNUEL 2016

LA BRM EN QUELQUES MOTS

Première banque dans l'UEMOA spécialisée dans l'intermédiation financière par les titres

Spécialiste des métiers de banque de marchés et d'affaires

Intermédiaire sous-régional sur les opérations sur titres et de marchés

Plus de 10 000 milliards de FCFA d'opérations intermédiées

Une équipe jeune et dynamique contribuant à l'innovation permanente dans nos produits et services

Savoir-faire et professionnalisme de l'équipe assurant à nos clients les produits financiers les mieux élaborés et offrant des rendements supérieurs

Pôles de spécialisation

Banque de marchés

Banque d'affaires

Gestion d'actifs

Pays de présence

Sénégal

Côte d'Ivoire

Niger

Nombre d'agences : 4

RAPPORT ANNUEL 2016

SOMMAIRE

Chiffres Clés	6
Composition du Conseil	7
Message du Président	9
Gouvernement d'Entreprise	10
Rapport financier du Conseil	12
L'activité de la Banque	15
Rapport des Commissaires aux Comptes	20
États Financiers résumés	25
Règles et Méthodes Comptables	29
Notes sur les États Financiers	32

CHIFFRES CLÉS

(exprimés en millions de FCFA sauf indication contraire)

(au 31 décembre 2016)

	2016	2015	Variation en %
Total Bilan	315 453	293 900	7%
Produit net bancaire	11 916	10 826	10%
Capitaux propres	28 455	23 603	20,6%
Résultat net	5 653	5 536	2%
Dividende distribué	2 500	2 822	-11%
Rentabilité des capitaux propres (%)	23,1	26	
Rentabilités des actifs (%)	1.79	1.88	
Ratio Cooke (%)	71	49,6	
Effectif	76	66	

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 décembre 2016)

Président

Mansour CAMA

Administrateurs

Mor ADJ

Alioune CAMARA

Assane DIOP

Yoro DIAKITE

Raymond FAYE

Souleymane NIANE

Felix SANCHEZ

Assane SOUMARE

Commissaires aux Comptes

Cabinet Aziz Dièye

Cabinet Mazars

Siège Social

Immeuble la Rotonde, Rue Dr. Theze x Assane Ndoye

BP 32040 Dakar, Ponty

Site Web

www.brmbank.com

MESSAGE DU PRÉSIDENT



« *Plus que satisfaisant !* »

Chers Actionnaires,

Votre banque a, en effet, accompli un résultat net de 5 653 millions de FCFA contre 5 537 millions de FCFA en 2015 avec une hausse notable du total bilan de 7% (315 milliards de FCFA).

Quoique plus faible en terme de progression, le résultat net 2016 de la BRM est plus que satisfaisant si l'on tient compte du contexte de hausse des taux d'intérêt et du durcissement des conditions de refinancement qui ont beaucoup freiné la réalisation de performances meilleures.

L'ouverture des succursales en Côte d'Ivoire et au Niger a également influé sur les résultats du fait de l'intégration en partie des frais d'établissement dans les charges de la maison-mère.

Au titre de la répartition des résultats, tenant compte des défis qui nous attendent tant sur le développement des activités des succursales que les évolutions réglementaires avec l'entrée en vigueur des réformes Bale 2 et 3, le Conseil d'administration propose au titre de l'exercice fiscal 2016, un dividende modéré de 25 000 FCFA par action pour un montant global de 2 500 millions de FCFA ; le résultat non distribué servant à renforcer les fonds propres.

Chers actionnaires, en cette année 2017, la BRM fête ses dix ans d'activité. Tout l'honneur vous revient d'avoir soutenu cette initiative inédite dans notre pays. Au nom du Conseil d'administration, je voudrais solennement vous en rendre hommage avant les festivités de ce dixième anniversaire dont la date vous sera communiquée ultérieurement.

Pour terminer, je voudrais également au nom du Conseil d'administration adresser une fois n'est pas coutume, nos vifs félicitations et encouragements à la Direction générale et à l'ensemble du personnel pour le travail accompli dans un contexte difficile.

Mansour CAMA
PCA de BRM

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Compétences du Conseil

Les attributions du Conseil d'Administration ainsi que les conditions d'exercice de la fonction d'administrateur au sein des établissements de crédit sont régies par les dispositions de l'OHADA relatives aux sociétés anonymes avec conseil d'administration, les statuts de la société et la loi bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Les compétences du Conseil portent essentiellement sur :

- la définition des objectifs et de l'orientation stratégique de la société ;
- le contrôle de la gestion courante assurée par le Directeur Général ;
- l'arrêté des comptes de la société et de façon générale sur tous les actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les statuts de la société.

Le Président du Conseil d'administration préside les réunions du Conseil et les Assemblées générales des actionnaires. Il veille aussi au contrôle adéquat par le Conseil d'administration de la gestion de la société.

Au cours de l'année 2016, le Conseil s'est réuni quatre fois pour examiner les affaires de la société et prendre les décisions qui relèvent de sa compétence.

Composition du Conseil

La composition du Conseil d'administration n'a subi aucune modification au cours de l'année 2016. Toutefois dans le cadre de sa représentation au Conseil, la BOAD a désigné M. Yoro DIAKITE comme nouveau Représentant permanent en remplacement de M. Eric BIO.

Mandat d'administrateurs

Les mandats respectifs des Administrateurs Felix Sanchez, Alioune CAMARA, Raymond FAYE et la Société SONAM arrivent à leur terme à la prochaine Assemblée. Il est par conséquent attendu de l'Assemblée Générale une décision quant à leur renouvellement.

Mandat des Commissaires aux Comptes

Les mandats des cabinets Aziz DIEYE et MAZARS Sénégal, commissaires aux comptes titulaires et des cabinets EUREKA et DELOITTE Sénégal (2CS) commissaires aux comptes suppléants arrivent à expiration. Le renouvellement de leurs mandats est soumis à l'appréciation de l'Assemblée Générale, sous réserve de l'approbation de la Commission Bancaire de l'UEMOA.



Fonctionnement du Conseil

Afin d'exercer de façon efficace son rôle et d'aller plus en profondeur dans l'étude de certaines questions, le Conseil a créé en son sein deux Comités permanents.

La composition des deux Comités en place est la suivante :

- Le Comité Risque et Investissement

Mor ADJ
Alioune CAMARA
Yoro DIAKITE
Mansour CAMA
Assane DIOP
Raymond FAYE

- Le Comité des Ressources Humaines, d'Audit et de Gouvernance

Félix SANCHEZ
Souleymane NIANE
Raymond FAYE
Mansour CAMA
Assane DIOP
Alioune CAMARA

Décisions du Conseil d'Administration

Outre les décisions relatives au suivi de l'activité courante présenté régulièrement par le Directeur Général, le Conseil a fixé les modalités de la mise en œuvre de la dernière augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en Mai 2016. Il a aussi autorisé le transfert du Siège social de la banque, de l'Immeuble de la Rotonde vers le Point E - 14, Rue Birago Diop.

Arrêté des Comptes

Dans le cadre de la mission qui lui est dévolue, le Conseil d'Administration a arrêté, au cours de sa session du 18 Avril 2017, les comptes de l'exercice 2016 de la Banque Régionale de Marchés (BRM), en conformité avec les lois en vigueur au Sénégal et les dispositions du Plan Comptable Bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

RAPPORT FINANCIER DU CONSEIL

Situation financière au 31/12/2016

Il ressort des États financiers de l'exercice 2016, les points essentiels ci-après.

Total du bilan de la Banque

Le Total du bilan de la Banque au 31/12/2016 s'établit à 315 452 607 997 FCFA contre 293 900 395 495 FCFA un an auparavant, soit une croissance de plus de 21 milliards de francs CFA (+7%).

Les éléments d'actif du bilan se décomposent essentiellement de la façon suivante :

- les opérations sur titres qui comptent pour 159 605 524 282 FCFA soit 50% du total de l'actif en hausse de 20% par rapport au 31/12/2015 ;
- les opérations avec la clientèle représentant 128 797 215 637 FCFA ont connu une baisse de 3% par rapport au 31/12/2015 et pèsent 41% de l'actif ;
- les opérations de trésorerie et inter-bancaires se chiffrent à 7 010 539 101 en recul de 35% et représentent 2% du total de l'actif.

Au niveau du passif, le bilan est ainsi structuré :

- les opérations interbancaires comptent pour 186 632 677 165 FCFA en hausse de 18% par rapport au 31/12/2015 et représentent 59% du passif ;
- les dépôts de la clientèle s'élèvent à 91 270 011 071 FCFA, soit une baisse de 7% et un poids de 29% du total passif ;
- les comptes d'ordre et divers en hausse de 7% se chiffrent à 4 242 656 077 FCFA ou 1.27% du total passif

Formation du résultat de l'exercice

L'année 2016 a enregistré un bénéfice net de 5 653 334 950 FCFA, en hausse de 2% par rapport à 2015.

La formation du résultat s'analyse comme suit :

- le montant total des charges se chiffrant à 19 503 459 146 FCFA est composé principalement des rubriques suivantes : intérêts et charges assimilées pour 10 014 608 516 FCFA, les charges opérations financières pour 2 108 036 536 FCFA, frais généraux d'exploitation pour 5 462 430 067 FCFA, les dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations pour 1 272 668 449 FCFA ;
- Les produits bancaires sont essentiellement composés par ordre d'importance par les produits sur les opérations financières pour 11 380 816 462 FCFA, les intérêts et produits assimilés pour 7 684 141 618 FCFA, les commissions pour 2 243 291 646 FCFA et les produits généraux d'exploitation pour 2 093 456 022 FCFA.

Respect de la Réglementation bancaire

Au titre de la réglementation prudentielle, au 31/12/2016, les fonds propres effectifs s'établissent à FCFA 24 580 millions par rapport à une limite minimale de FCFA 10 000 millions compte non tenu de l'intégralité du résultat de l'exercice. Les ratios réglementaires sont intégralement respectés en dehors du ratio de contrôle des participations.



APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2016 ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les états financiers de la BRM pour l'exercice clos en 2016 ont été analysés et présentés de façon détaillée dans ce rapport de gestion.

Ils font ressortir un résultat net comptable excédentaire de 5 653 334 950 FCFA.

Après constitution de la réserve légale de 15%, soit 848 000 243 FCFA, le résultat en instance d'affectation s'élève à 4 805 334 707 FCFA.

Le Conseil propose à l'Assemblée, d'approuver une distribution de dividende pour un montant de 2 500 000 000 FCFA et l'affectation en report à nouveau du solde de 2 305 334 707 FCFA dans le but de consolider les fonds propres.

Ainsi, le dividende brut par action s'établirait à 25 000 FCFA et après précompte de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) au taux de 10%, le dividende net ressortirait à 22 500 FCFA.

Au titre des missions que les actionnaires de la banque leur ont confiées, les Commissaires aux Comptes de la société ont vérifié les comptes de la société et rédigé à votre intention leurs rapports généraux et spéciaux. Ces rapports vous sont présentés au cours de la présente Assemblée Générale.

Le Conseil souhaiterait qu'il plaise à l'Assemblée d'approuver les comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2016 ainsi que l'affectation du résultat et de lui donner quitus en entier et sans réserve au titre dudit exercice.

Au terme de ce Rapport, le Conseil d'Administration voudrait encore une fois réitérer ses remerciements aux Actionnaires de la banque pour leur confiance renouvelée et adresser ses encouragements à l'ensemble du personnel pour le niveau de performance atteint par la BRM en quelques années d'existence.

ACTIVITÉ DE LA BANQUE



BANQUE RÉGIONALE DE MARCHÉS

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN 2016

CONTEXTE INTERNATIONAL

L'économie mondiale en 2016 s'est avérée relativement morose, minée par un commerce international stagnant, des investissements en déclin ainsi qu'un environnement politique obstinément incertain. La croissance globale devrait atteindre ces niveaux les plus bas depuis la crise de 2009, avec des estimations fixées entre 2,7% et 3,1%. La vague populo-protectionniste qui a amarré la Grande Bretagne hors de l'emprise de l'ancre européen, menace la pérennité de l'Union Européenne et semble s'être propagée outre Atlantique avec l'arrivée au pouvoir contestée du Président Donald Trump. Les économies avancées continuent de peiner à générer de la croissance malgré les dispositions monétaires accommodantes des Banques Centrales, qui ont eu peu d'influence sur l'inflation et la productivité. Les économies émergentes ont été victimes des prix faibles des matières premières, dégradant considérablement les termes de l'échange. L'assèchement budgétaire, émanant de cette situation défavorable, a engendré une hausse du niveau d'endettement des états émergents qui ont fait davantage appel aux marchés financiers pour le financement de leurs projets de développement.

Aux Etats-Unis le taux de croissance devrait s'établir à 1,6% en 2016 contre 2,6%

l'année précédente. L'économie semble avoir été ralenti par un dollar (USD) qui a atteint ses niveaux les plus hauts en dix ans, réduisant la compétitivité des exportations américaines. Les marchés financiers ont fait face à un ralentissement des investissements étrangers, découragés par des taux maintenus au plus bas par la Réserve Fédérale jusqu'au dernier trimestre de l'année. La consommation intérieure a cependant affiché une nette amélioration, boostée par un marché du travail en plein essor, favorisant ainsi une hausse progressive du pouvoir d'achat des ménages.

Les indices majeurs de Wall Street ont battu leurs records historiques de valorisation dans un contexte de coûts d'endettement très bas, favorables aux entreprises. La feuille de route protectionniste et "dérégulationniste" esquissée par l'administration Trump, devrait être bénéfique pour les marchés financiers et l'infrastructure mais pourrait davantage réduire la compétitivité des exportations américaines.

A l'instar des Etats-Unis, la croissance dans la Zone Euro est en déclin avec un taux estimé à 1,6% à fin 2016 contre 2% en 2015, baisse attribuable à une faible consommation intérieure ainsi qu'à une baisse des exportations. Par ailleurs, l'économie européenne a affiché une résilience surprenante à la sortie fracassante du Royaume Uni de l'Union Européenne en juin 2016. L'inflation est restée relativement basse

nonobstant la politique monétaire ac-
commandante de la Banque Centrale Eu-
ropéenne (BCE), qui a prorogé son pro-
gramme d'achats mensuels d'actifs de 80
milliards d'euros jusqu'en mars 2017. Cer-
tains pays du bloc (Italie, Espagne, Grèce)
ont exhibé une fragilité inquiétante de leur
secteur bancaire avec un niveau très élevé
de créances en souffrance.

L'économie japonaise continue de son côté
de souffrir de déflation qui inhibe l'investis-
sment, limitant le potentiel de croissance
à 1% à fin 2016. Lors du dernier trimestre
de l'année, le gouvernement, en collabora-
tion avec la Banque du Japon, a annoncé
une série de mesures expansionnistes afin
de sortir l'économie de l'état déflationniste.

Dans les économies émergentes, l'Inde
devrait afficher la plus forte croissance
de la région avec un taux estimée à 7,9%,
soutenue par un secteur des services en
pleine expansion (plus de 60% de la va-
leur ajoutée à l'économie) et un climat sur
l'année propice à d'importants rendements
agricoles. La forte dépendance du pétrole
importé, couplée avec un environnement
financier défavorable à l'investissement re-
présentent des risques majeurs pour l'éco-
nomie indienne sur le moyen terme.

Les économies de la Russie et des pays de
la Communauté des États indépendants
devraient atteindre une croissance de
1,2%, soutenues par une progression de la
consommation interne, des niveaux d'ex-
portation en hausse, la stabilisation de la
récession russe et la détente des tensions
géopolitiques dans la région.

L'Asie-Pacifique devrait réaliser un taux de
croissance de 6% en 2016, légèrement in-
férieur au 6,5% de l'année précédente. En

dépit du ralentissement de la Chine (6,7%
en 2016 contre 6,9% en 2015), causé par le
changement structurel de son économie,
de l'industrie vers les services, elle reste
un des moteurs essentiels de croissance
de la région. Le déclin des investissements
du secteur privé chinois a été substitué
par une intensification des investissements
publics, notamment dans l'infrastructure.
Le yuan a confirmé sa stabilisation et son
statut de monnaie de référence, avec son
entrée officielle dans le panier de devises
composant les droits de tirages spéciaux
(DTS) du Fonds Monétaire International
(FMI) en octobre 2016.

L'Amérique Latine connaîtra sa deuxième
année consécutive de contraction écono-
mique (-2% en 2016 et -0,3% en 2015), pour
la première fois depuis la crise financière
du début des années 80. La région est for-
tement affaiblie par la dépréciation des
cours des matières premières notamment
en Bolivie et au Venezuela qui ont perdu
plus de la moitié de leurs recettes budgé-
taires à cause de la chute du pétrole. Le
Brésil traverse une crise politique consécu-
tive à la destitution de Dilma ROUSSEFF,
faisant régner un climat d'incertitude poli-
tique défavorable à la croissance.

Fortement affaiblie par la baisse des cours
des matières premières, l'Afrique subsaha-
rienne devrait enregistrer son taux le plus
faible depuis plus de vingt ans (1,4% en 2016
contre 3,1% en 2015). Cependant les pays
peu tributaires des exportations de res-
sources naturelles ont fortement bénéficié
de la baisse des coûts en énergie favorisé par
la chute du pétrole, leur permettant d'exé-
cuter leur investissement en infrastructure à
moindre coût. Ainsi des pays comme la Côte
d'Ivoire, l'Éthiopie, le Sénégal et la Tanza-

JPY	109.36	13:00	+0.05%	109.41	109.63	109.12
GBP	1.2933	13:00	+0.16%	1.2911	1.2934	1.2888
CHF	0.9653	13:00	-0.33%	0.9620	0.9678	0.9618
CAD	1.3443	13:00	+0.09%	1.3455	1.3462	1.3427
AUD	0.7557	13:00	+0.68%	0.7506	0.7566	0.7500
NZD	0.7198	13:00	+0.19%	0.7184	0.7207	0.7170
HKD	7.7941	13:00	--	7.7938	7.7950	7.7930
INR	8.4595	13:00	-0.03%	8.4572	8.4877	8.4424
MXN	8.7091	13:00	-0.51%	8.6647	8.7367	8.6618
EUR	1.2913	13:00	-0.22%	1.2937	1.2987	1.2879
USD	1.4962	12:50	-1.00%	49.97	50.14	49.49
EUR	1.4774	12:50	-0.93%	47.98	48.23	47.64
NDU	21136.23	6/6	--	21145.48	21180.47	21118.46
CMP	6275.058	6/6	--	6281.877	6304.208	6269.865
S&P500	2429.33	6/6	--	2431.92	2436.21	2428.12
ASX	7511.17	12:45	-0.18%	7524.95	7555.62	7506.71
TSX	12730.10	12:45	+0.32%	12659.97	12746.42	12640.52
FTSE	5314.39	12:45	+0.86%	5261.42	5320.04	5254.03
OVX	62954.69	6/6	--	62449.93	63301.98	62426.20
OSPI	2360.14	9:01	-0.36%	2364.96	2369.43	2356.71
RY	19984.62	6:15	+0.02%	19951.68	20023.24	19908.07
P40	45905.53	12:45	+0.03%	45889.51	46118.96	45773.50
VM C	257.61	12:31	-1.56%	260.94	260.94	257.17
R003M	-0.329	6/5	--	-0.329	-0.329	-0.329



nie afficheront des taux de croissance supé-
rieurs à 6 %, tandis que le Nigéria, l'Angola
et l'Afrique du Sud devraient être proche
d'une contraction économique.

POLITIQUE MONÉTAIRE

Face à une inflation obstinément basse et à
des situations macroéconomiques fragiles,
les banques centrales dans les économies
avancées ont adopté des politiques moné-
taires dovish, caractérisées par des injec-
tions de liquidité sous forme de rachats
soutenus d'actifs.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a rele-
vé son taux directeur de 25 points de base
pour la deuxième fois en onze ans, établis-
sant son corridor à 0,50% - 0,75%. Ces me-
sures restrictives s'expliquent par l'amélio-
ration significative du marché du travail et
par l'accélération de l'inflation américaine
qui est passée de 0,1% en 2015 à 1,2% en
2016. Sur le moyen terme, l'inflation devrait
monter progressivement pour se rapprocher
de l'objectif de la Réserve fédérale de 2%.

Dans la Zone Euro, l'inflation est restée
autour de zéro (0,3% en 2016 contre 0,0%
en 2015) malgré l'intensification du pro-
gramme de rachat d'actifs de la Banque
Centrale Européenne qui a ajusté le mon-
tant mensuel des rachats de EUR 60 mil-
liards à EUR 80 milliards jusqu'en mars
2017. Au Royaume Uni, la forte déprécia-
tion de la livre sterling post Brexit a re-
haussé l'inflation à 0,7% en 2016 avec des
anticipations de hausse à 2,5% d'ici fin
2017. Le niveau d'inflation dans les autres
économies avancées telles que la Suisse,
le Japon, la Corée et Singapour est res-
sorti bas au cours de l'année mais devrait
s'accélérer avec les mesures prises par les
banques centrales respectives.

Les économies émergentes ont pour la ma-
jorité subi une décélération de l'inflation,
estimée par le FMI en moyenne à 4,5% en
2016 contre 4,7% l'année précédente. La
Chine devrait afficher une inflation an-
nuelle de 2,1% contre 1,5% en 2015, dans
un contexte industriel décadent. Le Bré-

sil, la Turquie et la Russie ont des niveaux d'inflation de respectivement, 8,8%, 7,8% et 7,1%, nettement supérieurs aux objectifs de leurs banques centrales. L'inflation moyenne en Afrique sub-saharienne s'établit autour de 12% contre 7,3% un an auparavant, boostée par la forte dépréciation de certaines monnaies, victimes des cours défavorables des matières premières.

MATIÈRES PREMIÈRES

A la suite d'une année 2015 marquée par une baisse généralisée des cours des matières premières, les marchés se sont stabilisés progressivement courant 2016. Le Primary Commodities Price Index du FMI s'est apprécié de plus de 20% en 2016, croissance soutenue par la hausse des cours des ressources combustibles et agricoles.

En janvier 2016, le pétrole a atteint son niveau le plus bas en dix ans, passant sous la barre des USD 30, avant d'entamer un rallye haussier et finir l'année autour de USD 50. La hausse des cours de l'or noir est principalement attribuable aux mesures prises par les membres de l'OPEP pour la limitation de la production mondiale. A contrario du pétrole, le gaz naturel a subi une dépréciation de ses cours de plus de 5%, engendrée par la forte production russe conjuguée à la forte baisse de la demande en Asie. Stimulés par le dynamisme des marchés australiens et sud-africains, les cours du charbon ont progressé de près de 30% en 2016.

Victime de la transformation structurelle de l'économie chinoise vers les services, les métaux précieux ont évolué en ordre dispersé en 2016. L'or a perdu 13% de sa valeur sur les six derniers mois, en contraste au bronze et au fer qui se sont appréciés de respectivement 20% et 80% au cours

de l'année. A l'exception du blé qui a connu une forte pression sur ses cours de par l'importante production américaine, les matières premières agricoles se sont pour la plupart appréciées en 2016 ; le café, le coton, le maïs et le sucre ont progressé respectivement de 10.61%, 12,7%, 12,8% et 30%. Le cacao recule de 30%, minoré par une situation climatique défavorable dans les pays producteurs.

CHANGES

Les principaux mouvements sur le marché des changes des économies avancées ont été liés à la forte dépréciation de la livre sterling résultant du Brexit en juin 2016 et aux importantes fluctuations du yen japonais. Le câble (paire GBPUSD) a évolué en dent de scie durant la première moitié de l'année avant une perte de 21% de la livre anglaise face à la monnaie américaine entre juin 2016 et décembre 2016. Le Yen a marqué une année très volatile, entamé par une appréciation de 12,3% face au dollar américain lors des huit premiers mois suivie d'une dépréciation de 12,4% d'août à décembre. La paire EURUSD est restée relativement stable avec une dépréciation de 4,5% de l'Euro face à l'USD.

CONTEXTE RÉGIONAL ET NATIONAL

Le taux croissance de l'UEMOA est attendu à 6,9 % contre 6,6% en 2015, porté par la reprise soutenue en Côte d'Ivoire et au Sénégal. La hausse des investissements dans l'infrastructure devrait également stimuler l'activité économique.

L'inflation devrait s'établir autour de 1,7% grâce à la bonne maîtrise des prix de consommation et des denrées alimentaires



de base. La BCEAO a procédé à l'élargissement de son corridor, formé par le taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux du guichet de prêt marginal de 100 points de bases, de 3,50% à 4,50%.

L'activité économique nationale a confirmé les perspectives de l'année précédente, avec une croissance de 6,6%, soit sa meilleure performance en plus de dix ans. Dans le secteur primaire, l'activité serait en hausse de 9,9% grâce dynamisme retrouvée des sous-secteurs agricole et halieutique. Le secteur secondaire est projeté en hausse de 6,8%, portée par les investissements en infrastructure et par la relance des activités extractives. Les productions de phosphate et d'or devraient s'accroître de respectivement 60% et 34,5%.

Concernant le secteur tertiaire, il se conforterait de 5,6% en 2016, attribuable à la bonne tenue des transports, des activités

immobilières et des services financiers.

L'inflation est estimée à 1,6% en 2016 contre 0,0% l'année précédente, reflétant, principalement, le relèvement des prix dans le secteur primaire (+4,9%). Le financement du déficit budgétaire s'élève à FCFA 372 milliards, pris en charge par des financements extérieurs nets à hauteur de FCFA 328,7 milliards et un financement intérieur net de FCFA 43,7 milliards. Les émissions de titres publics sur le marché sous régional s'élèveraient à FCFA 722 milliards. L'encours de la dette publique a augmenté de 12,6%, passant de FCFA 4 597,7 milliards en 2015 à FCFA 5 180,9 milliards en 2016.

LES ACTIVITÉS DE LA BANQUE EN 2016

COMPTE PROPRE

L'année 2016 a été marquée par la poursuite de la hausse des taux d'intérêt engagée en Septembre 2015 et la raréfaction de la liquidité, qui ont fortement influencé les conditions d'exploitation de la banque et ses choix entre financement et opérations sur titres. Le taux des injections de liquidités est en effet passé de 2.5% à 4.5%. En toute fin d'année, la hausse des taux d'intérêt s'est accompagnée d'un durcissement des conditions d'acquisition de la liquidité sur le guichet de prêt marginal, qui ont été alignées sur les fonds propres (maximum deux fois). La banque a opté pour un profil bas sur les financements en étant très sélective sur les dossiers. Ceci s'est ressenti sur les volumes de crédits qui ont connu une petite baisse de 4% par rapport à l'année 2015. L'activité sur les titres a connu en revanche une hausse de 16% en raison notamment de l'opérationnalisation des Spécialistes en Valeurs du Trésor qui ont bénéficié de quelques opérations d'adjudications ciblées.

Malgré la hausse des taux d'intérêt, le marché primaire des titres d'Etats a poursuivi son expansion en 2016 avant de connaître un arrêt brutal en fin d'année et en début 2017 sous le coup de la raréfaction de la liquidité. Les volumes d'émission ont 4 000 milliards de FCFA en 2016 avec la Côte d'Ivoire à elle seule un montant de 1 553 milliards et le Sénégal pour 722 milliards.

Toutefois, on a noté un renchérissement du taux de sortie qui sont retournés au-delà de 6%.

SUCCESSALES

2016 coïncide également avec le démarrage des activités des succursales de Côte d'Ivoire et au Niger deux mois avant la clôture de l'exercice. Leurs comptes respectifs ont pris en compte une fraction des charges immobilisées.

GESTION POUR COMPTE DE TIERS

L'activité de gestion pour compte de tiers poursuit sa marche en avant avec une progression significative des souscriptions collectées (+2 Mds) au terme de l'année 2016. La valeur totale des actifs sous gestion est passée de 5,36 milliards FCFA en 2015 à 7,38 milliards FCFA en 2016, soit une progression annuelle de 40%.

Sur le plan financier, le résultat net de BRM-AM a connu une importante hausse de 55% en 2016 à 68 millions FCFA (contre 44 millions FCFA en 2015). Le total bilan de BRM-AM a fait un bond de 41% en 2016, passant de 141 millions FCFA en 2015 à 199 millions FCFA.



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 mai 2014, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le contrôle des comptes annuels de la Banque Régionale de Marchés ;
- les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi ;
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 18 Avril 2017. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, à l'évaluation de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque.

Cet examen du contrôle interne s'inscrit dans le cadre de la démarche générale d'audit et principalement pour objectif d'identifier les zones de risques significatifs et d'orienter notre approche. L'examen auquel nous procédons dans cette circonstance, n'est pas un diagnostic détaillé et ne met pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les comptes annuels.

Les principaux axes d'amélioration identifiés à l'issue de l'examen des procédures de contrôle interne, ont fait l'objet d'un rapport distinct adressé à la direction générale de la Banque.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Sénégal ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels annexés aux pages 6 à 22 ci-après sont, au regard des règles et principes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UEMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Régionale de Marchés à la fin de cet exercice.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de la Loi 2008-26 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux actionnaires

détenant chacun directement ou indirectement 10% des droits de vote, aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart de capital social, s'élèvent au 31 décembre 2016 à 987 millions FCFA, soit 4% des fonds propres effectifs de la banque.

RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques relatives au respect par la Banque des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers.

Il ressort de ces vérifications, le non-respect des règles prudentielles suivantes :

Participation dans des entreprises autres que les banques, établissements financiers et sociétés immobilières :

Capital Invest : 100%
(Max 25% du capital détenu)

BVS : 100%
(Max 25% du capital détenu)

Chocosen : 87%
(Max 25% du capital détenu)

BRM-AM : 60%
(Max 25% du capital détenu)

Dakar, le 25 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

CABINET AZIZ DIEYE
Aziz DIEYE (Associé)

MAZARS SENEGAL
Hamadou TINI (Associé)

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS



Bilan résumé (au 31/12/2016)

Actif	Note	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Caisse	1	147 484 325	40 699 330	262%
Créances interbancaires	1	7 010 539 101	10 710 869 583	- 35%
Créances sur la clientèle	2	128 797 215 367	132 958 223 541	- 3%
Titres de placement	3	159 605 524 282	133 520 455 059	20%
Immobilisations financières	4	167 046 586	1 067 046 586	- 84%
Immobilisations corporelles	5	5 990 156 946	2 758 456 973	117%
Immobilisations incorporelles	6	681 527 894	20 227 143	3269%
Actionnaires et associés	7	890 200 000	505 800 000	76%
Autres actifs	8	11 787 563 910	11 847 453 642	- 1%
Comptes d'ordre et divers	9	375 349 314	471 163 638	- 20%
Total Actif		315 452 607 994	293 900 395 495	7%

Passif	Note	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Dettes interbancaires	10	186 632 677 165	158 164 654 957	18%
Dettes à l'égard de la clientèle	11	91 270 011 071	98 220 990 213	- 7%
Dettes représentées par un titre	12	5 000 000	1 000 000 000	-100%
Autres passifs	13	2 346 359 576	2 193 994 409	7%
Comptes d'ordre et divers	14	4 242 656 077	7 896 186 761	- 46%
Primes liées au capital	15	595 000 000	595 000 000	0%
Capital	15	10 000 000 000	8 300 000 000	20%
Réserves	15	4 134 685 372	3 304 208 134	25%
Report à nouveau (+/-)	15	10 572 883 783	8 688 846 100	22%
Résultat de l'exercice après impôt	15	5 653 334 950	5 536 514 921	2%
Total Passif		315 452 607 994	293 900 395 495	7%

Compte de résultat résumé (au 31/12/2016)

Charges	Note	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Intérêts et charges assimilées	16	10 014 608 516	8 545 554 026	17%
Commissions		1 136 278	45 929 674	- 98%
Charges sur opérations financières		2 108 036 536	801 159 168	163%
Charges diverses d'exploitation bancaire		151 766 460	10 600 295	1 332%
Frais généraux d'exploitation	17	5 462 430 067	4 552 343 987	20%
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		1 272 668 449	137 354 856	827%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables		377 166 766	1 428 128 888	- 74%
Charges exceptionnelles		86 353 443	12 800 391	575%
Pertes sur exercices antérieurs		24 292 631	2 436 361	897%
Impôt sur le bénéfice		5 000 000	20 000 000	- 75%
Bénéfice net de la période		5 653 334 950	5 536 514 921	2%
Total Charges		25 156 794 096	21 092 822 567	19%

Produits	Note	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Intérêts et produits assimilés		7 684 141 618	8 539 517 359	- 10%
Commissions		2 243 291 646	3 294 940 639	- 32%
Produits sur opérations financières		11 380 816 462	8 392 670 617	36%
Produits divers d'exploitation bancaire		791 396 992	3 360 000	23 453%
Produits généraux d'exploitation		2 093 456 022	0	0%
Reprises de provisions sur créances douteuses		910 951 439	842 670 688	0%
Produits exceptionnels		47 643 000	11 800 001	304%
Profits sur exercices antérieurs		5 096 917	7 863 263	- 35%
Perte de la période		0	0	
Total Produits		25 156 794 096	21 092 822 567	19%

Comptes hors bilan résumés (au 31/12/2016)

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Opérations effectuées pour le compte tiers	58 481 914 379	94 314 336 095	- 38%
Valeurs à l'encaissement non disponibles	21 579 768 860	52 640 119 832	- 59%
Comptes exigibles après encaissement	21 579 768 860	52 640 119 832	- 59%
Titres clientèle	36 902 145 519	41 674 216 263	- 11%
Engagements de financement	54 685 346	486 077 631	- 89%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	54 685 346	486 077 631	- 89%
Engagements de garantie donnés	36 153 663 641	53 038 590 243	- 32%
Engagements de garantie donnés en faveur de la clientèle	36 153 663 641	53 038 590 243	- 32%
Engagements de garantie reçus	291 369 984 153	267 589 146 894	9%
Engagements de garantie reçus de la clientèle	285 705 984 153	261 629 146 894	9%
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	5 664 000 000	5 960 000 000	- 5%
Engagements de financement reçus	2 000 000 000	2 000 000 000	0%
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	2 000 000 000	2 000 000 000	0%

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES



BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par application des conventions comptables de base, à savoir essentiellement : principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de séparation des exercices et du coût historique et présentés selon les prescriptions fixées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

FAITS GÉNÉRATEURS DES PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts courus non échus sur les engagements à l'égard de la clientèle et sur l'interbancaire ainsi que les coupons courus sur les titres de placement, sont déterminés sur une base prorata temporis et sont pris en compte dans le résultat à la clôture de chaque exercice.

VALORISATION ET AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon la méthode linéaire :

- Mobilier et matériel de bureau	33.3%	3 ans
- Matériel de transport	25%	4 ans
- Logiciels	25%	4 ans
- Agencements et aménagements	25%	4 ans
- Frais d'établissement	20%	5 ans
- Matériel informatique	20%	5 ans

COMPTABILISATION ET VALORISATION DES TITRES POUR COMPTE PROPRE

Les règles applicables en matière de comptabilisation des titres de placement, d'évaluation et de valorisation du portefeuille, de cession et de dépréciation des titres, sont définies dans l'instruction 2001-03 de la BCEAO. En application de cette instruction :

- les titres de placement sont comptabilisés à la date de leur acquisition au prix d'achat, frais exclus, coupon couru exclu,
- la valeur d'entrée de la fraction de titres de placement cédée est estimée au coût moyen pondéré,
- les titres du marché monétaire sont évalués à chaque arrêté comptable au taux historique.
- le coupon couru sur les titres de placement est déterminé selon la méthode EXACT, qui tient compte du nombre de jours exacts de l'année (365 ou 366 jours).

La formule de calcul du coupon est la suivante :

$$CC = (n/N) \times C$$

CC = coupon couru

n = nombre de jours exacts séparant la date de dernier détachement de la date de règlement

N = nombre de jours exacts dans l'année

C = coupon nominal de l'obligation



COMPTABILISATION ET VALORISATION DES TITRES POUR COMPTE DE TIERS

Le portefeuille titres de la clientèle est suivi en hors bilan à la valeur d'acquisition des titres. Les titres cédés sortent également des comptes de hors bilan à leur valeur d'acquisition.

CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVICES

Les opérations en devises sont enregistrées dans les comptes de position de change dans chacune des devises utilisées. La contrepartie des écritures en monnaie locale, associée à ces opérations, est enregistrée dans les comptes de contre-valeur de position de change.

À la clôture de l'exercice, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan en devises,

ainsi que les comptes de position de change concernés sont évalués au cours communiqué par la Banque Centrale.

Les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contrepartie de position de change, sont portées au compte de résultat, par le débit ou le crédit des comptes de contre-valeur de position de change.

PRÉSENTATION DES NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS



Note 1 / Opérations de trésorerie et créances interbancaires

Cette rubrique enregistre essentiellement les avoirs à vue auprès des établissements de crédit et de la Banque Centrale ainsi que les prêts interbancaires. Elle s'analyse comme suit :

Opérations de trésorerie et créances interbancaires	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Billets et monnaies	147 484 325	40 699 330	262%
Créances interbancaires à vue	4 781 372 430	1 276 702 916	275%
Créances interbancaires à terme	2 229 166 671	9 434 166 667	- 76%
Créances rattachées	0	0	
Total	7 158 023 426	10 751 568 913	- 33%

Les créances interbancaires à vue comprennent les avoirs à vue auprès de la BCEAO (FCFA 3 830 millions), des établissements de crédit implantés au Sénégal (256 millions), des établissements de crédit implantés au sein de l'UEMOA pour (FCFA 588 millions) et des correspondants bancaires en Europe (FCFA 107 millions).

Les créances interbancaires à terme comprennent les prêts accordés aux banques et établissements financiers.

Note 2 / Créances sur la clientèle

Cette rubrique comprend les concours à la clientèle sous forme de crédits et d'escompte ainsi que les comptes courants débiteurs de la clientèle. Elle se décompose comme suit :

Créances sur la Clientèle	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Portefeuille d'effets commerciaux	6 405 104 372	3 708 385 095	73%
Autres concours à la clientèle	90 074 124 807	79 711 038 413	13%
Comptes ordinaires débiteurs	2 804 718 892	8 355 866 913	- 66%
Affacturage	29 513 267 566	41 182 933 120	- 28%
Total	128 797 215 637	132 958 223 541	- 3%

Les autres concours à la clientèle comprennent essentiellement les crédits à court terme qui sont des facilités d'une durée inférieure à deux (2) ans et les crédits à moyen terme qui sont d'une durée comprise entre 2 - 10 ans.

Note 3 / Titres de placement

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
	159 605 524 282	133 520 455 059	20%

Le portefeuille de titres de placement comprend pour l'essentiel des titres du marché monétaire (bons du trésor) et des obligations émises par adjudications organisées par la BCEAO. Les titres Etat du Sénégal représentent en FCFA 15 111 millions du total contre 144 495 millions de titres des pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire, Mali, Bénin, Togo).

Note 4 / Immobilisations financières

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Titres de participation	167 046 586	1 067 046 586	- 84%

Les immobilisations financières représentent essentiellement la participation de BRM au capital :

- de filiales pour 150 millions de FCFA.
- GIM UEMOA pour 15 millions de FCFA.
- Swift pour 2 millions de FCFA
- Chocosen pour 900 millions de FCFA. Ces titres de participation ont été dépréciés à 100%.

Note 5 / Immobilisations corporelles

Cette rubrique enregistre les immobilisations acquises ou bien en cours d'acquisition. La rubrique se décompose comme suit :

Immobilisations corporelles	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Immobilisations en cours	0	35 244 923	100%
Immobilisations d'exploitation	1 442 560 379	228 919 481	530%
Immobilisation hors exploitation	4 571 510 765	2 494 292 569	83%
Total	6 014 071 144	2 758 456 973	118%

Les acquisitions de l'exercice 2016 s'élèvent à 5 101 millions de FCFA et concernent essentiellement des immobilisations acquises par réalisation de garantie pour 2 672 millions, un immeuble donné par un client en échange de sa créance pour 1 900 millions et les immobilisations des succursales cote d'ivoire et Niger pour respectivement 416 millions et 515 millions.

Les dotations aux amortissements des immobilisations des succursales s'élèvent à 42 millions.

Note 6 / Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Immobilisations en cours	0	0	
Immobilisations d'exploitation	640 742 264	20 227 143	3 068%
Total	640 742 264	20 227 143	3 068%

Les dépenses antérieures au démarrage des activités des succursales ont été immobilisées à hauteur de 463 millions pour cote d'ivoire et 300 millions pour Niger. Ces frais d'établissement ont été amortis à hauteur de 93 millions et 60 millions respectivement.

Note 7 / Actionnaires et associés

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Capital appelé non versé	890 200 000	505 800 000	76%

Cette rubrique correspond au capital appelé et non encore versé par les actionnaires.

Note 8 / Autres actifs

La rubrique « autres actifs » s'analyse comme suit :

Autres actifs	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Débiteurs divers	1 779 319 956	4 071 547 557	- 56%
Créances rattachées	9 406 174 779	7 630 240 321	23%
Dépôts et cautionnement	520 284 443	145 665 764	257%
Total	11 705 779 178	11 847 453 642	- 1%

Les débiteurs divers comprennent essentiellement les avances accordées à sa filiale immobilière OPI dans le cadre de la construction du siège de la Banque pour 1 216 millions et pour les projets immobiliers du personnel financés par la banque à hauteur de 122 millions.

Les créances rattachées renferment les intérêts courus non échus sur les titres de placement (4 215 millions) et sur les crédits accordés à la clientèle (5 145 millions).

Note 9 / Comptes d'ordre et divers

Les comptes d'ordre et divers s'analysent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Comptes d'ordre et divers	375 349 314	471 163 638	- 20%

Les comptes d'ordre et divers renferment les charges constatées d'avance pour 154 millions de FCFA ainsi que les effets de commerce présentés à l'encaissement et non encore débouclés pour 143 millions.

Note 10 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - passif

La rubrique opérations de trésorerie et opérations interbancaires s'analyse comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Dépôts à vue des banques	770 887 990	3 538 432 095	- 78%
Dépôt de banque	185 861 789 175	154 626 222 862	20%
Total	186 632 677 165	158 164 654 957	18%

Les dépôts à vue des banques englobent les soldes de nos comptes ouverts chez les correspondants étrangers.

Les dépôts des banques comprennent les refinancements obtenus de la BCEAO au titre des adjudications périodiques (FCFA 75 431 millions), les emprunts à terme obtenus auprès des établissements de crédit (FCFA 73 283 millions) et les pensions à terme (FCFA 37 148 millions).

Note 11 / Dépôts de la clientèle

Cette rubrique enregistre principalement les comptes ordinaires créditeurs, les dépôts reçus de la clientèle. Elle se décompose comme suit en fonction des caractéristiques des dépôts :

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Dépôts à vue	30 810 221 562	35 868 946 587	- 14%
Dépôts à terme	59 719 435 498	61 152 479 395	- 2%
Comptes d'épargne à terme	220 354 011	179 564 231	23%
Bons de caisse	520 000 000	1 020 000 000	- 49%
Total	91 270 011 071	98 220 990 213	- 7%

Note 12 / Certificat de dépôt

Cette rubrique enregistre les certificats de dépôt et s'analyse ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
	5 000 000	1 000 000 000	- 95%

Note 13 / Autres passifs

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Dettes rattachées	1 430 667 465	1 512 581 128	- 5%
Créditeurs divers	915 903 203	681 413 281	34%
Total	2 346 570 668	2 193 994 409	7%

Les autres passifs enregistrent essentiellement les créditeurs divers pour 867 millions, les intérêts dus sur les emprunts interbancaires (FCFA 524 millions), sur les dépôts de la clientèle (FCFA 900 millions) et sur les certificats de dépôts (FCA 6 millions).

Les « créditeurs divers » comprennent essentiellement les taxes sur les opérations bancaires pour 220 millions de FCFA, l'impôt sur le revenu de créance à payer pour 32 millions et l'impôt sur le revenu prélevé à reverser en janvier pour 106 millions et la provision pour taxe à payer à payer sur l'opération avec un client pour 443 millions.

Note 14 / Comptes d'ordre et divers

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Compte d'ordre et divers	4 242 656 077	7 896 186 761	- 46%

Les comptes d'ordre et divers comprennent les intérêts précomptés sur les facilités à court terme de la clientèle (FCFA 1 245 millions), les bons du trésor (FCFA 197 millions), les charges à payer (1 079 millions), les provisions pour congés à payer (223 millions), les avis à tiers débiteurs (165 million) , la provision pour frais d'enregistrement de l'opération avec un client (225 millions) et les compte en attente du retour de la compense 1 040 millions.

Note 15 / Capitaux propres et ressources assimilées

Capital	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Capital	10 000 000 000	8 300 000 000	20%

Réserve	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Réserves spéciales	4 134 685 372	3 304 208 134	25%

Résultat net de l'exercice

	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Bénéfice avant impôt	5 658 334 950	5 556 514 921	2%
Impôt sur le résultat	5 000 000	20 000 000	- 75%
Total	5 653 334 950	5 536 514 921	2%

Le résultat de 2015 a été réparti en réserves pour 830 millions de FCFA et en report à nouveau pour 1 884 millions de FCFA conformément à la décision de l'assemblée générale.

Le capital de la banque a été augmenté de 1700 millions en 2016.

Des dividendes ont été distribués pour un montant de 2 822 millions de FCFA.

Note 16 / Charges bancaires

Charges bancaires	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 009 067 972	5 221 728 441	34%
Charges sur opérations avec la clientèle	2 952 119 384	3 202 912 707	- 8%
Charges sur opérations sur titres et opérations diverses	53 421 160	120 912 878	- 56%
Charges sur comptes bloqués d'actionnaires et emprunts subordonnés	0	0	0%
Charges sur opérations financières	2 108 036 536	801 159 168	163%
Charges diverses d'exploitation bancaires	151 766 460	10 600 295	1 332%
Total	12 274 411 512	9 357 313 489	31%



Note 17 / Frais généraux d'exploitation

Frais généraux d'exploitation	31/12/2016	31/12/2015	VAR
Loyers, entretien et réparations	291 663 469	302 690 145	- 4%
Primes d'assurance	84 527 367	39 090 649	116%
Redevances crédit bail	34 602 103	38 679 507	- 11%
Rémunérations prestataires, intermédiaires et honoraires	95 966 111	103 607 059	- 7%
Frais postaux et télécommunications	139 432 204	103 801 481	34%
Rémunérations administrateurs	120 000 000	100 000 000	20%
Charges diverses d'exploitation	1 433 158 561	1 466 580 398	- 2%
Frais de personnel	2 597 330 616	2 397 894 748	8%
Total	4 796 680 431	4 552 343 987	5%

Dispositif prudentiel

RATIOS	2016	2015	Norme BCEAO
1. Fonds propres effectifs	24 580	21 249	
2. Contrôle des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières			
<u>Participations + immobilisations hors exploitation</u> Fonds Propres Effectifs (FPE)	8%	12%	Max 15%
3. Contrôle des immobilisations et des participations			
<u>Total des actifs immobilisés</u> Fonds Propres Effectifs (FPE)	22%	18%	Max 100%
4. Contrôle des crédits aux personnes participant à la direction, administration, gérance, contrôle et fonctionnement des banques et établissements financiers			
<u>Montant des concours</u> Fonds Propres Effectifs (FPE)	4%	4%	Max 20%
5. Risques couverts par les fonds propres effectifs			
<u>Fonds Propres Effectifs (FPE)</u> Total des risques retenus	71%	49,6%	Min 8%
6. Coefficient de liquidité			
<u>Actifs liquides</u> Passif exigible	82%	84%	Min 75%
7. Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables			
<u>Ressources stables</u> Emplois à moyen et long terme	50%	61%	Min 50%
8. Coefficient de division des risques			
Total des engagements atteignant 25% FPE	0	0	Max (8 x FPE=169 544)